



Rentrée 2023 dans les GRETA : pour une vraie stratégie publique de la formation continue et l'augmentation générale de nos salaires !

COMMUNIQUÉ

Cette rentrée scolaire marquée par la réforme de la voie professionnelle et le « PACTE » n'est pas sans conséquences sur les travailleuses et travailleurs de la formation continue dont le gouvernement continue d'ignorer l'indignation grandissante.

L'annonce, par Emmanuel Macron dans un LP du Vaucluse, d'une refonte de la carte des formations professionnelles dans le cadre de la réforme de la voie, marque une fois de plus le désengagement de l'État au profit du patronat qui, en prenant la main sur l'offre de formation professionnelle initiale et continue, ne répond qu'à des besoins de main d'œuvre locaux, court-termistes et sur des emplois déqualifiés.

Si les premières victimes sont les élèves et les stagiaires, **il ne faut plus invisibiliser les travailleuses et travailleurs, notamment celles et ceux du secteur public de la formation continue (GRETA, AFPA) comme du privé** qui sont livrés à la précarité quotidienne et à un avenir incertain.

D'ailleurs, alors que l'inflation monte en flèche, ces dernières semblent encore être les **grandes oubliées de la politique salariale** du gouvernement.

Ainsi, les grilles salariales des agent·es de catégorie A, inchangées depuis 1993, symbolisent la **déqualification** et le **mépris salarial** que subissent les salarié·es des GRETA. Aux bas salaires, il faut ajouter les contrats à répétition, les emplois soumis aux aléas du marché de la formation, dans une situation où bon nombre d'académies négligent leur mission de formation continue : **la précarité des personnels GRETA est devenue insupportable.**

Aujourd'hui, les GRETA eux-mêmes peinent à garder leurs professionnel·les, à en recruter de nouveaux·elles et à développer leur activité de formation continue au sein de l'Éducation nationale. Cette **politique salariale absurde voulue par le gouvernement met en péril les GRETA**, leur mission de service public et leurs milliers d'emplois.

Les agent·es qui œuvrent pour la formation des adultes méritent une rémunération à la hauteur de leurs qualifications, de leur expérience professionnelle et du travail acharné qu'ils·elles fournissent pour le service public.

C'est pourquoi la CGT Éduc'action a lancé une **campagne pour des salaires dignes et une révision des grilles salariales** de toutes les agent·es contractuel·les des GRETA.

Montreuil, le 22 septembre 2023